

« Nous veillons à ce que les Constitutions soient respectées »

BURUNDI La Communauté des pays d'Afrique de l'Est tente de dénouer la crise

La Communauté des pays d'Afrique de l'Est (Rwanda, Burundi, Kenya, Tanzanie, Ouganda) est l'une des plus dynamiques du continent, réunissant au total 145 millions d'habitants. En plus de l'union douanière et de la préparation d'une monnaie commune prévue pour 2022, la Communauté prévoit la mise en commun d'infrastructures (routes et ports) et des sources d'énergie. Le but des différents pays est de s'unir au sein d'une fédération politique. D'ores et déjà, la Communauté dispose d'une assemblée qui peut voter des lois applicables dans les six pays et d'une Cour de justice commune.

Même s'il est le membre le plus faible de la communauté, le Burundi en avait tiré avantage sur le plan commercial : les investissements s'étaient développés, des banques tanzaniennes et kényanes s'étaient implantées dans le pays. Sur le plan politique, les pays voisins du Burundi se sont employés à rechercher une solution à la crise politique que traverse le pays. Richard Sezibera, secrétaire général de l'EAC, de passage à Bruxelles, nous a décrit les efforts déployés.

Pourquoi un dénouement pacifique de la crise du Burundi est-il important pour la région ?

« Depuis janvier, nous avons un groupe de 18 personnalités éminentes, dont un ancien président de l'Ouganda et un ex-Premier ministre de Tanzanie, qui séjournent en permanence à Bujumbura, sont en contact avec toutes les factions politiques et sociales et entretiennent un

dialogue constant afin de promouvoir un agenda pour la paix. Nous avons aussi consacré deux sommets au Burundi, le premier en mai qui fut interrompu par le coup d'Etat, et le second le week-end dernier, où les chefs d'Etat ont demandé que les élections soient postposées d'un mois et demi au minimum. Le temps d'approcher tous les acteurs au Burundi afin qu'un dialogue puisse être mis en œuvre. Au nom des Nations unies, le diplomate Saïd Djinnit est à la manœuvre et nous sommes partie prenante de ses efforts de dialogue avec les principaux acteurs afin de trouver une solution politique et sortir de l'impasse.

Un embargo régional tel que celui qui avait été imposé au président Buyoya en 1996 est-il envisageable ?

La situation est différente... C'est aux Burundais qu'il appartient de renouer le dialogue, entre de nombreux acteurs, le parti au pouvoir, les figures politiques, la société civile, les personnalités religieuses, les quatre ex-présidents... Les chefs d'Etat ont appelé à la fin de la violence, à la modération, au désarmement de tous les groupes armés alliés aux partis politiques, et demandé au gouvernement de créer les conditions favorables à un retour des réfugiés. La région souhaite un Burundi stable, car c'est notre stabilité à tous qui en dépend.

Y a-t-il des impasses dans les discussions ?

Non, les partis se parlent, mais à propos du troisième mandat, les positions de-

meurent très éloignées...

La situation au Burundi servira-t-elle de leçon aux autres pays de la région, le Rwanda, le Congo, où se pose également la question du troisième mandat ?

La situation est très différente d'un pays à l'autre. Dans certains cas, la Constitution ne prévoit pas de limite aux mandats présidentiels, dans d'autres, oui. Nous, dans la Communauté, nous n'avons pas de position sur cette question de limitation dans le temps, nous veillons seulement à ce que les Constitutions soient respectées. Dans le cas du Burundi, les accords d'Arusha, conclus en 2010, et dont découle la Constitution, représentent toujours la pierre angulaire de tout accord. Lors de notre dernier sommet, le président Kikwete a été très clair sur ce sujet, répétant qu'il fallait respecter strictement les accords et les lois qui en découlent. N'oubliez pas que ces accords furent conclus avec l'aide de notre région, qu'ils furent garantis par des personnalités comme Nelson Mandela et Julius Nyerere, alors président de Tanzanie... L'esprit d'Arusha est essentiel, il doit inspirer toute solution car il fait partie du nouveau Burundi. Tous les chefs d'Etat de la région ont condamné la tentative de coup d'Etat, réclamé le retour à l'ordre constitutionnel et rappelé que le président Nkurunziza demeurerait toujours le chef d'Etat légitime du Burundi pour la durée de son mandat... ■

Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN